

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 juillet 2011

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la déclaration d'indépendance
du Sud-Soudan prévue pour le 9 juillet
et à la reconnaissance de cette indépendance
par la Belgique**

(déposée
par M. Dirk Van der Maelen et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 juli 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**met betrekking tot
de onafhankelijkheidsverklaring
van Zuid-Soedan op 9 juli
en de Belgische erkenning ervan**

(ingediend
door de heer Dirk Van der Maelen c.s.)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis qu'il a conquis son indépendance à l'égard de la Grande-Bretagne et de l'Égypte, en 1956, le Soudan est le théâtre de différents conflits opposant principalement le Nord islamique, dominé en grande partie par le *National Congress Party* (NCP), et le Sud en partie chrétien et en partie animiste, essentiellement contrôlé par le mouvement de résistance *Sudanese People's Liberation Movement* (SPLM). Des conflits locaux de nature diverse et la présence de pétrole compliquent encore la situation.

Le 9 janvier 2005, après plus de deux décennies de guerre civile, les deux principaux partis ont signé un accord de paix, le *Comprehensive Peace Agreement* (CPA), marquant le début d'une période de transition qui prendra fin le 9 juillet 2011. Le CPA a accordé au Sud-Soudan un droit à l'autodétermination prenant cours en 2005, pour une période de six ans et demi. À l'issue de cette période, les Sud-Soudanais ont pu indiquer par voie de référendum s'ils donnaient la préférence à l'indépendance ou au maintien de l'unité avec le Nord. Ce référendum sur l'autodétermination a eu lieu du 9 au 15 janvier 2011. Le taux de participation de 97,58 % des électeurs enregistrés dépassait de loin le pourcentage nécessaire pour valider le référendum. Les électeurs ont opté à 98,83 % pour la sécession et à 1,17 % pour l'unité. Le résultat a été arrêté définitivement le 7 février.

Malgré l'accord de paix de 2005 et la réussite du référendum, des conflits enflamment toujours le pays à l'heure actuelle. Au cours de la période qui a suivi le référendum, des incidents violents ont eu lieu dans la région d'Abyei, dans l'Unity State et au Kordofan du Sud. Une médiation de l'Union africaine dirigée par Thabo Mbeki (le "*High Level Implementation Panel*" — AUHIP) a déjà permis certaines avancées. Ainsi, Khartoum et le Sud-Soudan ont convenu le 20 juin 2011 de démilitariser la région d'Abyei, qu'ils revendiquent tous les deux. Mais la situation reste aujourd'hui précaire dans plusieurs territoires. Ainsi, le 20 juin, Ezekiel Lol Gatkuoth, le chef de la mission de l'ONU au Sud-Soudan, a averti le Conseil de sécurité de l'ONU que "*the situation in Southern Kordofan risks degenerating into ethnic cleansing and possible genocide*".

En outre, il convient encore de préciser un grand nombre de "*outstanding CPA issues and post — CPA arrangements*". Ainsi, il faut notamment se mettre d'accord sur la gestion du secteur pétrolier et la délimitation

¹ <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=38778&Cr=abyei&Cr1=>

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Soedan wordt sinds haar onafhankelijkheid van Groot-Brittannië en Egypte in 1956 geteisterd door verschillende conflicten. De strijd gaat vooral tussen het islamitische noorden, grotendeels beheerst door de *National Congress Party* (NCP), en het deels christelijke, deels animistische zuiden, dat vooral in handen is van de verzetsbeweging *Sudanese People's Liberation Movement* (SPLM). Lokale conflicten van diverse aard en de aanwezigheid van olie bemoeilijken de situatie.

Na ruim twee decennia burgeroorlog tekenden de twee belangrijkste partijen op 9 januari 2005 een vredesovereenkomst: het *Comprehensive Peace Agreement* (CPA). Het CPA luidde een transitieperiode in die op 9 juli 2011 zal aflopen. Op basis van het CPA kreeg Zuid-Soedan sinds 2005 gedurende 6 ½ jaar zelfbeschikkingsrecht. Na deze periode konden de Zuid-Soedanezen zich via een referendum uitspreken over hun voorkeur voor onafhankelijkheid of eenheid met het noorden. Dit zelfbeschikkingsreferendum vond plaats van 9 tot 15 januari 2011. De opkomst was 97,58 % van de geregistreerde kiezers, ruim hoger dan het percentage dat nodig is om het referendum geldig te laten zijn. 98,83 % koos voor afscheiding, 1,17 % voor eenheid. De uitslag werd op 7 februari definitief vastgesteld.

Ondanks de vredesovereenkomst van 2005 en het geslaagde referendum laaien conflicten nog steeds hoog op tot op heden. In de periode na het referendum vonden er gewelddadige incidenten in Abyei, Unity State en Zuid-Kordofan plaats. Bemiddeling door de Afrikaanse Unie onder leiding van Thabo Mbeki (*in concreto* het "*High Level Implementation Panel*" — AUHIP) boekte al enig succes. Zo kwamen Khartoem en Zuid-Soedan op 20 juni 2011 overeen de door beiden opgeëiste regio Abyei te demilitariseren. Maar de situatie blijft voorlopig precair in verschillende gebieden. Zo waarschuwde Ezekiel Lol Gatkuoth, het hoofd van de VN missie in Zuid-Soedan, de VN Veiligheidsraad op 20 juni dat "*the situation in Southern Kordofan risks degenerating into ethnic cleansing and possible genocide*".

Bovendien dienen er nog heel wat "*outstanding CPA issues and post — CPA arrangements*" te worden uitgeklaard. Zo moeten er ondermeer afspraken komen over het beheer van de oliesector en het concreet

¹ <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=38778&Cr=abyei&Cr1=>

concrète des frontières. Le dialogue et les tentatives de médiation de l'Union africaine en vue de dégager un compromis revêtent une importance fondamentale sur la voie de la réussite.

Un certain nombre de déclarations récentes du président soudanais Omar al-Bashir² sur la non-reconnaissance du Sud-Soudan — en contradiction avec des propos antérieurs tenus juste après le referendum — n'améliorent pas la situation. Un représentant du NCP a même déclaré³ qu'ils ne reconnaîtraient pas le Sud-Soudan si toutes les questions touchant aux frontières n'étaient pas réglées pour le 9 juillet. Il est toutefois très fort probable qu'il faille continuer à négocier sur certaines questions pendantes au-delà du 9 juillet.

En dépit de la détérioration de la situation, tout indique que la déclaration d'indépendance du Sud-Soudan interviendra le 9 juillet. Différents pays ont indiqué qu'ils reconnaîtront le pays très rapidement après cette déclaration. Cela semble également être l'intention prédominante au sein de l'Union européenne. Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont en tout cas repris dans les conclusions du Conseil du 20 juin 2011 qu'ils aspirent à continuer à renforcer et développer les relations entre l'Union européenne et le Soudan, notamment en nouant des relations diplomatiques avec ce pays.

Au cours de débats parlementaires, le ministre des Affaires étrangères démissionnaire, M. Steven Vanackere, a indiqué que "Bien que des éléments juridiques et factuels jouent sans aucun doute un rôle crucial, la reconnaissance d'un État est également un important geste politique. Il est évident qu'une décision politique tellement importante dépasse la compétence d'un gouvernement en affaires courantes". Mais le ministre a dans le même temps répondu qu'une "reconnaissance éventuelle d'un État sud-soudanais indépendant par la Belgique doit se faire en consultation avec les partenaires européens. L'attitude des Nations Unies et de l'Union Africaine constituera aussi un paramètre important".

Nous butons donc en l'occurrence sur une contradiction importante résultant de la situation d'un gouvernement en affaires courantes: un gouvernement en affaires courantes ne peut pas reconnaître le Sud-Soudan, mais peu de temps après le 9 juillet, notre pays devra prendre position dans le cadre européen. Par ailleurs, le Sud-Soudan ne tardera pas non plus à introduire une demande d'adhésion à l'ONU. Dans ce cadre également, notre pays devra donc adopter une position claire.

² <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-13230498>.

³ <http://allafrica.com/stories/201105300491.html>

afbakenen van de grenzen. Om dit tot een goed einde te brengen blijven dialoog en de bemiddelingspogingen van de Afrikaanse Unie om tot een vergelijk te komen van fundamenteel belang.

Een aantal recente verklaringen van de Soedanese president Omar al-Bashir² over het niet erkennen van Zuid-Soedan — in tegenstelling tot eerdere verklaringen net na het referendum — verbeteren de situatie er niet op. Een NCP vertegenwoordiger stelde³ zelfs dat ze Zuid-Soedan niet zullen erkennen indien niet alles grenskwesties geregeld zijn tegen 9 juli. De kans is echter bijzonder groot dat na 9 juli wel nog verder zal moeten worden onderhandeld over verschillende opstaande kwesties.

Ondanks de verslechterende situatie wijst alles er op dat de onafhankelijkheidsverklaring van Zuid-Soedan zal doorgaan op 9 juli. Verschillende landen hebben aangegeven dat ze het land daarna zeer spoedig zullen erkennen. Ook binnen de EU lijkt dit de intentie. De ministers van Buitenlandse Zaken van de EU namen in Raadsconclusies van 20 juni 2011 alvast op dat ze er naar uitzien om de relaties tussen de EU en Soedan verder te versterken en te ontwikkelen, onder meer door het aanknopen van diplomatieke betrekkingen.

In parlementaire debatten gaf aftredend minister van Buitenlandse Zaken Steven Vanackere aan dat "hoewel juridische en feitelijke elementen uiteraard een cruciale rol spelen, is de erkenning van een Staat ook een belangrijke politieke daad. Het is evident dat een dergelijke belangrijke politieke beslissing de bevoegdheid van een regering in lopende zaken overschrijdt". Maar tegelijkertijd antwoordde de minister dat "een eventuele erkenning door België van een onafhankelijk Zuid-Soedan best gebeurt in overleg met de partners van de EU. Ook de houding van de Verenigde Naties en van de Afrikaanse Unie zal een belangrijke parameter vormen".

Hierbij stuiten we dus op een belangrijke tegenstelling ten gevolge van lopende zaken: een erkenning van Zuid-Soedan kan niet gebeuren door een regering in lopende zaken, maar kort na 9 juli zal ons land een standpunt moeten innemen in Europees verband. Daarnaast zal een verzoek tot toetreding tot de VN vanwege Zuid-Soedan evenmin lang uitblijven. Ook binnen dit verband zal ons land dus een duidelijk standpunt moeten innemen.

² <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-13230498>.

³ <http://allafrica.com/stories/201105300491.html>

Par la présente résolution, nous voulons en premier lieu demander l'organisation, en temps utile, d'un débat parlementaire sur la reconnaissance du Sud-Soudan par l'actuel gouvernement en affaires courantes. Deuxièmement, nous proposons que le gouvernement en affaires courantes demande au parlement l'autorisation expresse de pouvoir reconnaître correctement l'indépendance du Sud-Soudan. Cette procédure a déjà été appliquée avec succès lors de la décision relative à notre participation aux opérations militaires en Libye. Troisièmement, nous demandons que le gouvernement en affaires courantes procède effectivement à la reconnaissance d'un Sud-Soudan indépendant, en concertation avec nos partenaires européens. Enfin, nous demandons, là où c'est possible, d'être attentifs à la situation précaire dans laquelle se trouvent certaines régions du Soudan, et de continuer à soutenir la recherche d'une solution pacifique.

Met deze resolutie willen we in eerste instantie een tijdig georganiseerd parlementair debat vragen over een erkenning van Zuid-Soedan door de huidige regering in lopende zaken. Ten tweede stellen we voor dat de regering in lopende zaken de uitdrukkelijke toestemming vraagt aan het parlement om een onafhankelijk Zuid-Soedan correct te kunnen erkennen. Deze procedure werd ook succesvol toegepast bij de beslissing over onze deelname aan de militaire operatie in Libië. Ten derde vragen we dat de regering in lopende zaken ook daadwerkelijk overgaat tot het erkennen van een onafhankelijk Zuid-Soedan, in overleg met de Europese partners. Ten slotte vragen we om waar mogelijk aandacht te hebben voor de precare toestand waarin sommige Soedanese regio's zich bevinden en de verdere ondersteuning naar een vreedzame oplossing.

Dirk VAN DER MAELEN (sp.a)
François-Xavier de DONNEA (MR)
Patrick DEWAEEL (Open Vld)
Herman DE CROO (Open Vld)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu le *Comprehensive Peace Agreement* (CPA) tel qu'il a été signé par le *National Congress Party* (NCP) et le *People's Liberation Movement* (SPLM) soudanais le 9 janvier 2005;

B. vu le référendum d'autodétermination qui a eu lieu du 9 au 15 janvier 2011;

C. vu la sécurité précaire de la sécurité au Soudan et les nombreuses questions toujours ouvertes qui demandent encore une solution négociée;

D. vu la résolution du parlement européen du 9 juin 2011 "sur le Soudan et le Sud-Soudan: situation après le référendum de 2011";

E. vu les conclusions du Conseil des ministres européens des affaires étrangères du 20 juin 2011 ("*Council Conclusions on Sudan, 3101st Foreign Affairs Council meeting*");

F. vu l'imminente déclaration d'indépendance du Sud-Soudan qui interviendra le 9 juillet 2011;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'organiser en temps utile un débat parlementaire sur la reconnaissance du Sud-Soudan par le gouvernement en affaires courantes;

2. de demander l'autorisation du parlement fédéral pour pouvoir le faire correctement;

3. de procéder effectivement, dès que possible, à la reconnaissance en concertation avec les partenaires européens, indépendamment d'éventuelles déclarations en provenance du Soudan;

4. de prendre les initiatives diplomatiques correspondantes adaptées à la nouvelle situation;

5. de demander, aux niveaux européen et international, que l'on accorde une attention constante à la sécurité précaire dans le pays;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

Gelet op:

A. het *Comprehensive Peace Agreement* (CPA) zoals getekend door de *National Congress Party* (NCP) en de *Sudanese People's Liberation Movement* (SPLM) op 9 januari 2005;

B. het zelfbeschikkingsreferendum dat plaatsvond van 9 tot 15 januari 2011;

C. de precare veiligheidssituatie in Soedan en de verschillende openstaande kwesties die nog een onderhandelde oplossing vragen;

D. de resolutie van het Europese parlement dd. 9 juni 2011 "*on Sudan and South Sudan: the situation after the 2011 referendum*";

E. de Raadsconclusies van de Europese ministers van buitenlandse zaken van 20 juni 2011 ("*Council Conclusions on Sudan, 3101st Foreign Affairs Council meeting*");

F. de naderende onafhankelijkheidsverklaring van Zuid-Soedan op 9 juli 2011;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. tijdig een parlementair debat te organiseren inzake de erkenning van Zuid-Soedan door de regering in lopende zaken;

2. de toestemming van het federale parlement te vragen om dit op een correcte manier te kunnen doen;

3. van zodra mogelijk ook daadwerkelijk over te gaan tot de erkenning in overleg met de Europese partners, los van eventuele verklaringen vanuit Soedan;

4. de hiermee gepaard gaande diplomatieke initiatieven te nemen conform de nieuwe situatie;

5. op Europees en internationaal niveau blijvend aandacht te vragen voor de precare veiligheidssituatie in het land;

6. de soutenir, là où c'est possible, les efforts déployés aux niveaux international et européen, en particulier la *"EU comprehensive approach"* et les initiatives de l'Union africaine.

22 juin 2011

6. de inspanningen op internationaal en Europees niveau waar mogelijk te ondersteunen, in het bijzonder de *"EU comprehensive approach"* en de initiatieven van de Afrikaanse Unie.

22 juni 2011

Dirk VAN DER MAELEN (sp.a)
François-Xavier de DONNEA (MR)
Patrick DEWAELE (Open Vld)
Herman DE CROO (Open Vld)